

Approvisionnements d'énergie

Il y a bien des choses qu'il faut faire et j'aimerais les énumérer brièvement. Premièrement, «troquer», c'est-à-dire échanger du pétrole, en vendre sur le marché de Chicago et acheter en échange du pétrole étranger pour le Québec et les provinces Maritimes. C'est une solution temporaire, car il peut être dangereux de faire cela trop longtemps. Cependant, cela nous permettrait de répondre à nos besoins en espérant que la situation reviendra à la normale en Iran au cours des quelques prochains mois.

Deuxièmement, c'est le moment de réduire nos exportations. Nous exportons encore du pétrole aux États-Unis. Je ne veux pas dire que nous devrions cesser complètement d'exporter du pétrole aux États-Unis. Je pense que nous devrions dire aux Américains que nous sommes dans une situation très précaire et que nous sommes prêts à troquer du pétrole. Nous expédions à peu près 275,000 barils de pétrole par jour aux États-Unis. Nous continuerions à en expédier aux États-Unis du centre si les États-Unis voulaient livrer 275,000 barils par jour de pétrole étranger au Canada. Si cet arrangement était conclu, le pétrole provenant de cette source et celui qui arrive par le pipe-line suffiraient à répondre entièrement aux besoins du Québec. Nous pourrions alors diriger tout le reste du pétrole importé vers les provinces atlantiques.

Troisièmement, comme je l'ai déjà mentionné, nous devrions nous servir de Petro-Canada pour nous lancer dans un vigoureux programme d'achat. Je ne suis pas inspiré par des motifs idéologiques. Je n'ai jamais cru en la propriété publique pour l'amour de la propriété publique. La propriété publique, comme la nationalisation n'est qu'un outil économique. C'est parfois le bon moyen, mais pas toujours. Dans ce cas, c'est le bon moyen car c'est la seule façon pour les Canadiens de contrôler la situation énergétique, et de nos jours c'est l'énergie qui maintient en vie le corps social.

Quatrièmement, nous devrions amorcer un programme d'entreposage de pétrole. Le ministre a dit l'autre jour que si le Canada ne l'a pas encore fait, c'est qu'il attend les États-Unis. Nous attendons depuis un an que les Américains entreprennent le pipe-line de l'Alaska. Il nous faudra peut-être attendre encore un an. Je ne sais pas combien de temps il faudra. Mais ce ne sera pas de nature à reconforter les Canadiens s'ils gèlent dans le noir qu'on vienne leur raconter que nous n'avons pas entreposé de pétrole dans les formations géologiques des Maritimes parce que les Américains oublient de répondre à nos lettres.

M. Gillies: Ou ne les reçoivent pas.

M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Ou ne les reçoivent pas. J'incite le gouvernement à commencer sans tarder à entreposer du pétrole, surtout en été alors que la consommation est faible. Ce serait le meilleur moment de remplir ces cavernes de manière à constituer des réserves.

Cinquièmement, il faudrait aménager un pipe-line reliant Chicago et Sarnia. Le président du Conseil privé (M. MacEachen) nous disait aujourd'hui—il s'adressait en réalité à ses commettants—que le gouvernement est en faveur de la construction d'un gazoduc pour acheminer le gaz naturel de Montréal vers les provinces atlantiques. S'il entend faire cela, il devrait s'empresser d'apaiser l'enthousiasme que suscite à l'Office national de l'énergie et au ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources les exportations de gaz aux États-

Unis car nous ne pouvons à la fois exporter du gaz aux États-Unis et en fournir aux Maritimes.

Comme tout le monde le sait, le pipe-line va de l'ouest du Canada à Chicago puis, de là, à Sarnia et à Montréal. Il pourrait transporter 200,000 barils de plus par jour, mais le bouchon se situe entre Chicago et Sarnia. Il serait relativement simple et fort peu coûteux de faire une dérivation à ce pipe-line. Cela donnerait à l'est du Canada 200,000 barils de plus par jour, mais ces 200,000 barils devraient, à mon avis, provenir soit d'exportations vers les États-Unis ou d'un échange quelconque. Je ne crois pas que nous soyions en mesure d'augmenter en permanence de 200,000 barils par jour notre production de pétrole dans l'Ouest sans faire baisser dangereusement nos réserves.

Sixièmement, et je vous ai déjà fait part de cette proposition, nous devrions entreprendre la construction d'un pipe-line entre Montréal et les Maritimes.

Septièmement, je crois que le gouvernement devrait offrir aux industries et aux centrales électriques de l'Ontario, du Québec et des provinces de l'Atlantique des stimulants qui les inciteraient à utiliser le gaz naturel plutôt que le pétrole. L'une des graves erreurs qui ont été commises dans les provinces de l'Atlantique au cours des années 50 et 60, parce que le pétrole de l'étranger, à portée de la main, ne coûtait pas cher, ce fut de recourir presque exclusivement au pétrole pour faire fonctionner les centrales électriques. Naturellement, l'énergie électrique de nos jours coûte les yeux de la tête dans les provinces de l'Atlantique. Les habitants de ces provinces ne sauraient espérer satisfaire leurs besoins énergétiques tant qu'on n'aura pas remplacé le pétrole par du gaz ou du charbon.

Enfin, je dis qu'il faut commencer à mettre au point un plan énergétique d'ensemble. On ne peut pas s'intéresser uniquement au pétrole et au gaz. Il faut également s'occuper du charbon, de l'énergie hydro-électrique et voir quelle place on peut accorder au nucléaire. Il faut surtout songer à l'énergie solaire et aux sources d'énergie renouvelables. Il faut donc un programme d'ensemble. Je ne pense pas que l'on en ait déjà parlé dans le détail.

En guise de conclusion, je dirai que l'avenir appartient aux pays qui possèdent deux biens essentiels, l'énergie et la nourriture. Le Canada a la chance de pouvoir répondre à ces deux critères. Certes, nos sources d'approvisionnement pétrolier traditionnelles s'épuisent. Nous avons toutefois l'huile lourde, les sables bitumineux. Il nous reste par ailleurs des réserves assez importantes de gaz naturel et d'énormes quantités de charbon. Nous avons beaucoup d'uranium et aussi des espaces où l'on peut produire des denrées alimentaires. Grâce aux possibilités que le Canada possède dans les secteurs pétrolier et alimentaire, il a plus de chances que n'importe quel autre pays du monde de prospérer au XXI^e siècle.

J'ai une confiance inébranlable dans notre pays. Si d'ici quelques années, le Parlement arrive à résoudre le problème de l'énergie et à établir un programme énergétique qui réponde aux besoins des Canadiens, nos enfants et nos petits-enfants pourront en récolter les fruits pour autant que nous ayons la bonne idée de saisir l'occasion et de prendre des mesures qui feront l'affaire des Canadiens, et de l'humanité toute entière, à vrai dire.